

l'Homme, surveillance de la population, censure...) et insistant plutôt sur les points positifs (développement économique, augmentation de l'espérance de vie...) pourraient être habilement incorporés au flux d'images mis en avant par l'algorithme de TikTok, le logiciel mis au point par l'entreprise pour proposer des vidéos aux internautes en fonction de leurs préférences. Déjà, les organes de presse de l'État chinois et les gouvernements locaux sont soupçonnés d'avoir financièrement aidé des influenceurs afin qu'ils publient sur YouTube, Twitter ou Facebook des reportages positifs sur l'empire du Milieu¹²⁷. Un YouTubeur suivi par des millions de « *followers* » (abonnés) a ainsi publié en avril 2021 un reportage sur le Xinjiang où il affirme : « It's totally normal here¹²⁸. »

La puissance de frappe d'un pays contrôlant un outil de *soft power* (un outil d'influence non coercitif...) aussi populaire dans le monde que TikTok fait froid dans le dos. Surtout quand on voit comment un autre État, pourtant dépourvu de tout réseau social à portée planétaire, a pu aussi facilement s'immiscer dans la politique américaine ou européenne. La Russie est accusée d'avoir tenté, entre autres à coups de *fake news* diffusées sur Facebook, d'influencer les résultats des élections présidentielles américaines de 2016¹²⁹ et 2020¹³⁰, le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni en 2016¹³¹, les élections européennes de 2019¹³²...

CHAPITRE 3

POURQUOI NOS ENFANTS NE DEVRAIENT PAS ALLER SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Exploitation des données de nos enfants, astuces techniques et marketing pour les faire revenir le plus souvent et le plus longtemps possible, propagation de *fake news*, diffusion d'images pornographiques... Dans les deux premiers chapitres, nous avons déjà rapidement évoqué quelques-uns des dangers qui menacent nos enfants sur les réseaux sociaux. Nous allons maintenant examiner en détail tous les risques possibles sur TikTok, Instagram et autres Snapchat. **Les pages qui suivent constituent donc peut-être les plus pénibles, malheureusement, à lire de cet ouvrage, mais aussi, sans doute, les plus instructives** : beaucoup de parents ignorent en effet les activités nocives ou néfastes, parfois répréhensibles, auxquelles leur progéniture est tentée de se livrer sur les médias sociaux. Courage !

ON NE PEUT PAS ACCUSER LES RÉSEAUX SOCIAUX DE TOUS LES MAUX

Le propos de ce livre n'est pas de diaboliser ces plateformes. Mais il faut bien admettre que les tentations y sont nombreuses. Tous les enfants et adolescents n'y succomberont pas. Tous ne seront pas traumatisés par ce qu'ils auront vu ou subi. Mais il vaut mieux que vous soyez averti de ce qui peut se passer sur les réseaux sociaux afin que vous puissiez en discuter avec votre fille ou votre fils et éventuellement prendre quelques mesures préventives. Ce sera l'objet du chapitre 4.

Les réseaux sociaux ne sont pas à l'origine de toutes les souffrances endurées par nos jeunes. Je me bats contre l'accès à la pornographie par les mineurs depuis 2004 (voir mon livre *Les Enfants face aux écrans. Pornographie : la vraie violence* (Henno, 2004)), soit deux ans avant l'apparition de Twitter, en 2006, et bien avant celle de Snapchat (2011) ou de OnlyFans (2016).

Dans bien des domaines, les médias sociaux ne font que refléter les évolutions, mais aussi les angoisses de nos sociétés : plus grande tolérance envers la pornographie et la consommation de certaines drogues, éco-anxiété liée à la diffusion des impacts du réchauffement climatique¹³³, multiplication des attentats terroristes, crise sanitaire...

Les réseaux sociaux ne sont pas à l'origine de ces phénomènes. Certes, en aidant les mineurs à en prendre conscience, ils peuvent être sources d'angoisse. Mais aussi susciter une volonté de se prendre en mains, d'inspirer des solutions. Dans un excellent petit livre, *Réseaux (a)sociaux Faut-il quitter Facebook, Twitter, YouTube, Instagram ?*, Jérôme Colombain, journaliste spécialiste des nouvelles technologies, rappelle que Facebook

constitue une formidable source d'informations populaire, que YouTube est une encyclopédie vidéo ou que Twitter est le média le plus rapide au monde. Et que tous les réseaux sociaux sont devenus d'incontournables moyens d'expression citoyenne. Sociologues, hommes politiques et journalistes devraient être plus à leur écoute pour déceler et comprendre les mouvements de fond qui traversent nos sociétés.

Les réseaux sociaux, comme toute composante d'Internet, constituent une ouverture sur le monde : ils peuvent aider par exemple les enfants issus des milieux défavorisés à élargir leur univers socioculturel. À condition d'avoir acquis auparavant suffisamment d'esprit critique pour se déjouer des pièges des algorithmes ou des *fake news*... Ce ne sont donc pas des outils à mettre entre toutes les mains.

LES ENFANTS RISQUENT DE S'Y ENFERMER ET DE S'ISOLER DU VRAI MONDE

Difficile, de nos jours, de faire visiter un musée à un adolescent ou à une adolescente : il risque, dès que vous avez le regard tourné, de répondre aux sollicitations de son smartphone et de se connecter à WhatsApp pour se plaindre auprès de ses amis que vous lui faites perdre son temps, dans un « truc nul, un truc pour les vieux ». Lors d'une exposition que nous étions en train de parcourir en famille, notre second garçon avait même gardé sur la tête le casque de l'audioguide que nous lui avions loué, mais il l'avait relié à son smartphone : nous croyions qu'il était avec nous, en train d'écouter le commentaire des œuvres accrochées, alors qu'il était dans son monde, dans sa musique ! Avec les écrans et plus particulièrement les réseaux sociaux, les

les regarder : elles déclenchent les mêmes circuits neuronaux dans nos cerveaux qui, jadis, nous alertaient d'un danger imminent, comme une attaque par un tigre », avance Erik Peper, professeur d'éducation à la santé à l'Université d'État de San Francisco.¹⁴⁶

LA RECHERCHE D'UNE COMPENSATION À UN MANQUE AFFECTIF?

Dernière explication – individuelle, cette fois, et non plus collective – à l'importance du temps passé sur les réseaux sociaux : certaines fragilités héritées de l'enfance. De récentes études menées¹⁴⁷ aux États-Unis semblent ainsi montrer qu'une utilisation trop importante des réseaux sociaux pourrait être liée à des manques affectifs ressentis au cours de la petite enfance. Les personnes qui ont le plus de mal à réguler leur utilisation des médias sociaux seraient aussi celles qui n'ont pas créé de liens de confiance tôt dans la vie¹⁴⁸.

LES RISQUES POUR LEUR SANTÉ PHYSIQUE

Le temps disponible dans une journée n'est pas extensible à l'infini. Les heures consacrées aux écrans et en particulier aux médias sociaux entraînent mécaniquement une réduction du temps pour les devoirs, etc. Surtout, comme les autres activités sur écran, telles que les jeux vidéo, les réseaux sociaux font peser deux principaux risques sur la santé physique de nos enfants : un manque de sommeil et une réduction de l'activité physique.

LE MANQUE DE SOMMEIL

La consultation d'un écran après le dîner et – encore plus – en pleine nuit peut avoir des conséquences dramatiques sur le sommeil. « *La lumière bleue des écrans stimule l'horloge biologique et retarde la sécrétion de mélatonine, l'hormone du sommeil. D'autre part, l'interaction sociale tardive le soir, et parfois en pleine nuit, empêche la détente et le repos cognitif, indispensables au sommeil*¹⁴⁹. » Conséquence principale : le temps de sommeil de nos adolescents ne cesse de se réduire, comme l'ont révélé les enquêtes HBSC (Health Behaviour in School-Aged Children¹⁵⁰) et ESPAD (European School Survey on Alcohol and Others Drugs¹⁵¹) menées respectivement en 2010 et 2011, puis l'étude EnCLASS (Enquête nationale en collèges et en lycées chez les adolescents sur la santé et les substances) de 2018¹⁵².

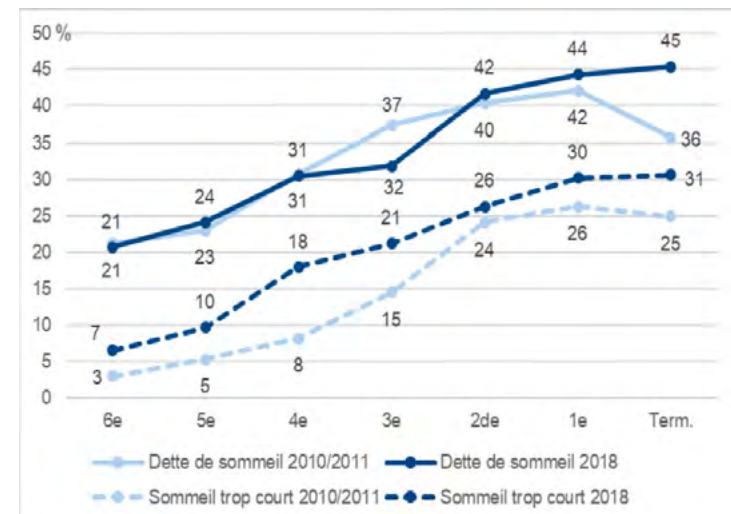


FIGURE 3.

Évolutions de la part des collégiens et lycéens avec un sommeil trop court et/ou une dette de sommeil entre 2010-2011 et 2018. Source : EnCLASS, 2018.

Enfin, comme sur Instagram ou Snapchat, de nombreux comptes Twitter renvoient vers du contenu payant sur OnlyFans.



FIGURE 6.

Saisie d'écran d'un compte Twitter renvoyant vers un compte OnlyFans –
Traduction : NSFW = not safe for work = contenus inappropriés ; Kinks
= trucs pervers.

ONLYFANS

Créée à Londres en 2016, la plateforme OnlyFans permet à des « créateurs » de publier des contenus en ligne et d'être rémunérés sous forme de paiements à l'unité ou d'abonnements, tandis que le versement de *tips* – pourboires – permet d'obtenir des contenus personnalisés en fonction de ses *desiderata* ... Ce réseau social propose des cours de cuisine, de dessin ou de peinture, des entraînements sportifs personnalisés, etc. Mais il doit sa réputation sulfureuse aux innombrables et très divers contenus pornographiques qu'il héberge. Ceux-ci sont réalisés par des acteurs professionnels du X ou des amateurs. La plateforme prend une commission de 20 % sur l'argent versé par les abonnés. L'actrice, chanteuse et productrice américaine Bella Thorne défraya la chronique en août 2020 en ouvrant un compte sur OnlyFans où elle promettait des photos dénudées à chaque utilisateur qui accepterait de lui payer 200 dollars (200 euros). Elle engrangea 1 million de dollars (1 million d'euros) en vingt-quatre heures, mais, finalement, sur les clichés qu'elle publia, elle portait de la lingerie ... Pour les jeunes femmes et jeunes hommes moins célèbres qui souhaitent vendre leurs photos, il existe même des intermédiaires qui se chargent d'abord de faire leur promotion sur Instagram ou Twitter avant de répondre en leur nom sur OnlyFans. Tout un écosystème s'est ainsi créé autour de la plateforme¹⁸⁷

LA PROSTITUTION DES MINEURS

La vente de photos de soi, plus ou moins dénudées, sur les réseaux sociaux et les *nudes* peuvent également constituer des portes d'entrée vers la prostitution. *« Les associations de protection de l'enfance et de lutte contre la prostitution font état du développement de nouvelles pratiques permettant d'attirer des jeunes filles ou jeunes garçons vers la prostitution : demande de photos de parties du corps contre de l'argent (souvent en commençant par des parties non sexualisées, telles que les pieds, par exemple), vente de sous-vêtements usagés... »*²¹⁴, estiment les auteurs du « Rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs » remis au secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles en juin 2021. Un constat que confirme, dans ce même document, Arthur Melon, secrétaire général de l'association ACPE (Agir contre la prostitution des enfants) : selon lui, le numérique permet bien aux mineurs de *« s'initier à des comportements préprostitutionnels, n'impliquant pas des contacts physiques avec les clients [...] ». Il arrive ensuite que des photos intimes détenues par les prédateurs sexuels servent de moyen de chantage pour contraindre les victimes à prodiguer leurs faveurs*²¹⁵ ».

Le mécanisme du *lover boy* par lequel un jeune homme séduit des jeunes filles dans le but, à un moment plus ou moins rapproché dans le temps, de les prostituer peut comprendre un échange de *nudes*, comme gage d'amour de la part des jeunes filles et déboucher sur un chantage à la prostitution²¹⁶.

Les réseaux sociaux servent non seulement au recrutement des victimes, mais aussi à l'organisation de la prostitution²¹⁷.

Le nombre de mineurs prostitués est évalué par le secteur associatif entre 7 000 et 10 000²¹⁸. Le phénomène serait en forte progression selon

le SSMSI (Service statistique ministériel de la Sécurité intérieure) : entre 2016 et 2020, le nombre de mineurs victimes de proxénétisme ainsi recensé serait passé, de 116 à 400, soit une hausse de 70 %²¹⁹. Ce sont très majoritairement des jeunes filles, de 15 à 17 ans en moyenne²²⁰, avec, pour plus de la moitié des cas étudiés, un point d'entrée dans la prostitution qui se situe entre 14 et 15 ans²²¹. Les mineurs désocialisés sont, bien entendu, plus en vulnérabilité mais ceux issus de familles plus favorisées ne sont pas à l'abri²²².

Aux termes de la loi du 4 mars 2002, le recours à la prostitution des mineurs constitue un délit passible de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende²²³ (7 ans si l'enfant était âgé de moins de 15 ans au moment des faits²²⁴) tandis que le proxénétisme sur mineur de 15 ans peut entraîner jusqu'à 20 années de réclusion criminelle et 3 millions d'euros d'amende²²⁵.

PRÉ-ADOS ET ADOS PEUVENT SE SERVIR DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR HARCELER

Avec l'explosion de l'usage des réseaux sociaux par les enfants et les adolescents et l'augmentation vertigineuse des échanges de messages entre élèves qui en découle, la question du cyberharcèlement préoccupe de plus en plus de familles tout en accaparant les CPE (conseillers principaux d'éducation) : il ne se passe plus une semaine, dans la plupart des collèges, sans que des parents ne viennent se plaindre du harcèlement ou du cyberharcèlement dont serait victime leur fille ou leur fils. Après avoir été longtemps sous-estimé, le problème du harcèlement, et celui, plus particulier, du harcèlement en ligne semblent enfin considérés pour

ce qu'ils sont : des phénomènes extrêmement graves, aux conséquences potentiellement plus que dramatiques. Et qui peuvent être punis, dans les cas les plus sordides, de dix ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende.

QU'EST-CE QUE LE CYBERHARCÈLEMENT?

Très précisément, de quoi parle-t-on quand on évoque un harcèlement ? Le Code pénal définit ainsi ce délit : « *Le fait de harceler une personne par des propos ou comportements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de vie se traduisant par une altération de sa santé physique ou mentale* [...] »²²⁶ »

Ce même article de loi parle ensuite du *harcèlement sur les enfants* : « *Les faits [...] sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende [...] lorsqu'ils ont été commis sur un mineur [...].* »

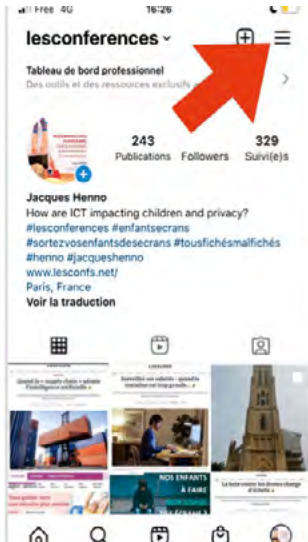
Le texte détaille également le *cyberharcèlement* « [...] commis par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique ».

Le *cyberharcèlement* sur un enfant est donc un fait commis sur un mineur ET par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique. Il est passible de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. « *Le cyberharcèlement inclut les textos, les messageries instantanées, les e-mails, la diffusion de photographies, d'images, de vidéos, hacker le téléphone ou l'ordinateur d'une personne afin de lui nuire, prétendre être une autre personne dans le but de nuire à cette personne ou l'humilier* »²²⁷, expliquent des universitaires bordelais qui mènent une étude sur le cyberharcèlement depuis la rentrée scolaire 2019.

Enfin, toujours plus précis, le Code pénal s'intéresse au *harcèlement scolaire*, dans l'article 222-33-2-3 du 2 mars 2022 : « *Constituent un harcèlement scolaire les faits de harcèlement moral [...] lorsqu'ils sont commis à l'encontre d'un élève par toute personne étudiant ou exerçant une activité professionnelle au sein du même établissement d'enseignement* »²²⁸. » Il s'agit donc de cas de harcèlement ou de cyberharcèlement entre élèves d'un même établissement ou de cas de harcèlement d'un élève par un membre du personnel de ce même établissement. Peu importe que le harcèlement ait été commis à l'intérieur ou l'extérieur de l'établissement scolaire, dès lors que les personnes concernées, qu'elles soient victimes ou agresseurs, appartiennent à la même école, au même collège ou au même lycée.

En cas de harcèlement scolaire, les peines prévues sont plus lourdes : « *Le harcèlement scolaire est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende lorsqu'il a causé une incapacité totale de travail inférieure ou égale à huit jours ou n'a entraîné aucune incapacité de travail. Les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 € d'amende lorsque les faits ont causé une incapacité totale de travail supérieure à huit jours. Les peines sont portées à dix ans d'emprisonnement et à 150 000 € d'amende lorsque les faits ont conduit la victime à se suicider ou à tenter de se suicider.* »

Maintenant, après la loi, il nous faut regarder le déroulement des faits, aussi épouvantables soient-ils, afin de comprendre ce qu'éprouve un enfant cyberharcelé en milieu scolaire... Il voit passer sur les réseaux sociaux, par SMS, par courriels, sur des blogs, sur le répondeur de son téléphone portable, des insultes, des images déformées ou détournées car initialement destinées à une autre personne... Il peut aussi être invité à rejoindre un groupe WhatsApp où d'autres élèves ont commencé à se



Tu arrives
sur ton
compte. Tu
cliques sur
les 3 barres
en haut, à
droite



Un menu
apparaît.
Tu cliques
sur
« Votre
activité »

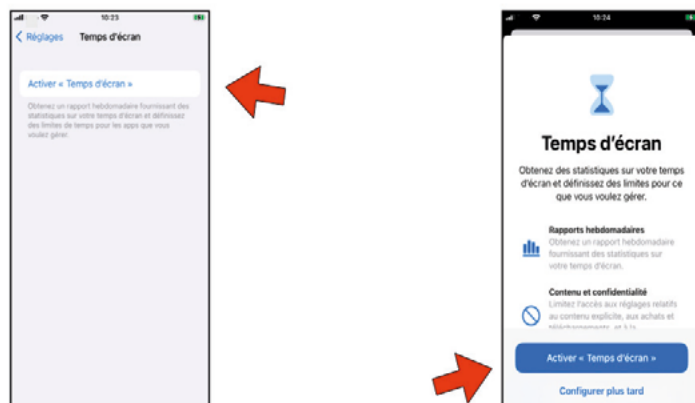
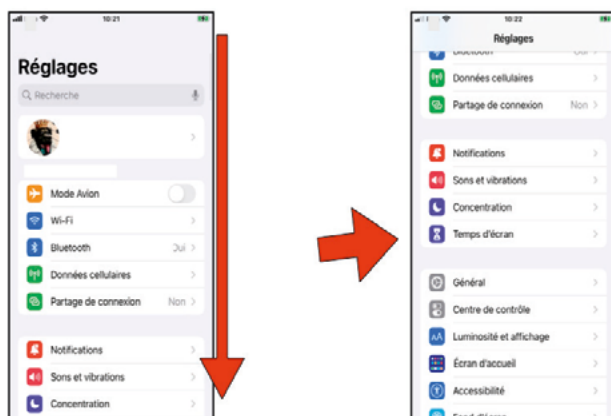


Un nouveau
menu
apparaît.
Tu cliques
sur
« Temps
passé »

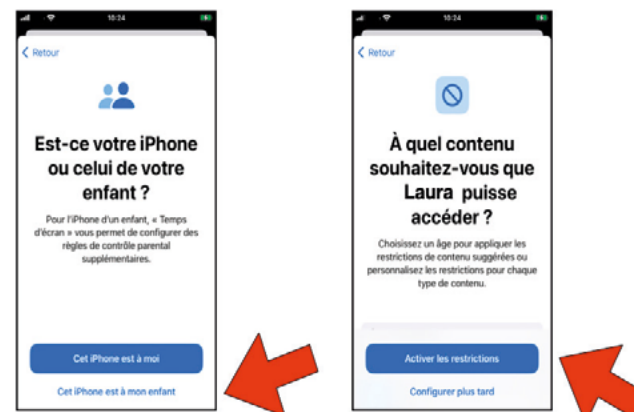


Ta moyenne
quotidienne
sur Instagram
apparaît.
Tu peux
« Définir une
limite
quotidienne de
temps »

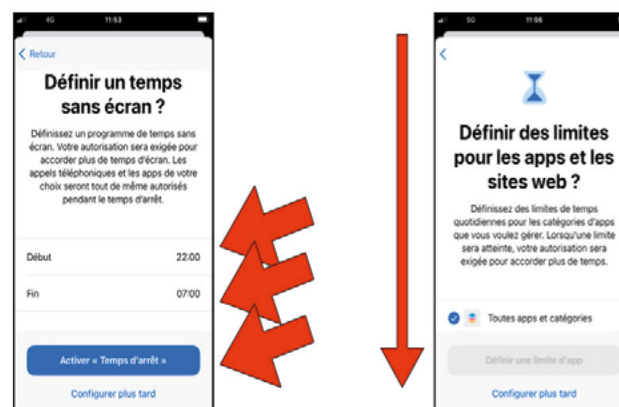
Sur l'iPhone de votre enfant, allez dans « Réglages », descendez jusqu'à pouvoir cliquer sur « Temps d'écran »



Cliquez sur « Activer « Temps d'écran » » puis, sur « Activer « Temps d'écran » »



Indiquez qu'il s'agit de l'iPhone de votre enfant, puis cliquez sur « Activer les restrictions ».



Définissez une plage horaire (par exemple, ici, entre 22:00 le soir et 7:00 le matin) pendant laquelle l'appareil de votre enfant sera bloqué. Cliquez ensuite sur « Activer « Temps d'arrêt » ». Une nouvelle page apparaît qui va vous permettre de limiter le temps passé sur les réseaux sociaux par votre enfant. Faites défiler la page vers le bas.